

Brochure n° 3090

**Convention collective nationale**

IDCC : 1527. – **IMMOBILIER**  
**(Administrateurs de biens,**  
**sociétés immobilières, agents immobiliers, etc.)**

AVENANT DU 5 MAI 2009  
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA PRIME D'ANCIENNETÉ  
NOR : ASET0950652M  
IDCC : 1527

**OBJET ET CHAMP D'APPLICATION**

Le présent avenant a pour objet de définir le salaire minimum brut annuel applicable en 2009 et d'entériner la recommandation patronale SNRT du 15 septembre 2008 en ce qui concerne le montant de la prime d'ancienneté.

Il s'applique dans les résidences de tourisme et les résidences hôtelières, à l'exception des entreprises qui appliquaient avant le 21 juillet 1995 une autre convention nationale étendue.

Les holdings (classe 74) dont l'activité principale s'exerce à travers des filiales relevant de la présente convention, les groupements d'intérêt économique, associations ou syndicats, créés par un groupe d'entreprises relevant en majorité de la présente convention, entrent également dans son champ d'application, sauf application d'accords professionnels de branche dont ils peuvent relever.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Salaires minima 2009*

Pour l'année 2009, les salaires minima bruts annuels pour un horaire mensuel de 151,67 heures sont les suivants.

(En euros.)

| NIVEAU | SALAIRE ANNUEL MINIMUM |
|--------|------------------------|
| I      | 17 173                 |
| II     | 17 250                 |
| III    | 17 550                 |
| IV     | 17 700                 |
| V      | 18 322                 |
| VI     | 20 328                 |
| VII    | 21 322                 |
| VIII   | 29 161                 |
| IX     | 34 808                 |
| X      | 39 406                 |

En ce qui concerne le niveau II, les parties conviennent de se revoir lorsque sera connu le montant de la prochaine augmentation du SMIC pour engager une négociation sur une révision éventuelle du salaire minimum conventionnel applicable à ce niveau.

Les parties rappellent que tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

## **Article 2**

### *Prime d'ancienneté*

Les salariés bénéficient d'une prime d'ancienneté calculée selon les mêmes principes de calcul que ceux figurant dans l'avenant n° 32 de la convention collective.

Cet avenant prévoit (art. 14) que pour tenir compte de l'expérience acquise dans l'entreprise le salaire brut mensuel contractuel, qui correspond au salaire réel perçu par le salarié et convenu entre les parties, est majoré de 18 € pour les 4 premiers niveaux de la grille, et de 22 € pour les niveaux suivants, tous les 3 ans, au 1<sup>er</sup> janvier suivant la date anniversaire de l'entrée du salarié dans la société.

Il est précisé que cette prime doit être identifiée comme telle sur les bulletins de salaire.

## **Article 3**

### *Entrée en vigueur et extension*

Le présent avenant entre en vigueur le lendemain de l'expiration du délai d'opposition, avec effet rétroactif :

- au 1<sup>er</sup> janvier 2009 en ce qui concerne la grille de salaires ;
- à la date de mise en œuvre dans chaque entreprise des avenants salaires et classification du 12 octobre 2007 en ce qui concerne l'ancienneté.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 5 mai 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

Syndicat national des résidences de tourisme (SNRT).

**Syndicats de salariés :**

CFSV-CFTC ;

Fédération des services CFDT.